

Avis voté en plénière du 19 juin 2018

Les signes officiels de qualité et d'origine des produits alimentaires (SIQO)

Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Les pommes de terre de l'île de Ré, le jambon sec de Corse, le Morbier de Franche Comté et le vin rouge bio de Sancerre ont un point en commun. Ils sont excellents pour une raclette. Mais ce sont surtout des produits dotés d'un signe officiel de qualité. Certains sont des AOP, d'autres des AOC, des IGP ou portent le label bio : pour les consommateurs, il est parfois difficile d'en saisir les spécificités, de percevoir les enjeux. Notre groupe salue cet avis qui tente de rendre lisible ces signes et de leur redonner du sens.

Cet avis fait front à ceux, qui, pour des profits de courte vue, pervertissent ces démarches collectives en amoindrissant les cahiers des charges mais surtout la qualité des produits. Il soutient les agriculteurs qui ont fait le choix de la qualité et cette qualité a un coût : des normes librement consenties à respecter, des pratiques, du temps passé et une productivité parfois moindre. Ce coût, le consommateur est prêt à le supporter, tant qu'il porte la promesse d'une agriculture qui met en œuvre des savoir-faire traditionnels sur un territoire donné, pour un produit aux goûts inégalables. Ne laissons personne faire disparaître ces saveurs.

C'est en ce sens que nous retenons trois préconisations. Tout d'abord l'harmonisation des cahiers des charges vers le haut, en autorisant uniquement des produits laitiers au lait cru pour bénéficier de l'AOP. C'est un changement de vision qu'il faut soutenir, alors que la tendance actuelle vogue à contre sens. C'est malheureusement le cas de la filière comtoise.

Ensuite, l'introduction d'un nouveau signe officiel de qualité « *agriculture biologique locale et équitable* » qui, en plus d'être un gage de qualité, répond à une demande d'engagement économique, social et environnemental tant des consommateurs que des producteurs. Ce signe nous paraît essentiel à l'heure où, comme le montrait encore la semaine dernière France 5, le bio low cost et sans scrupules se multiplie sur les étals. Nous approuvons son envergure européenne après une expérimentation nationale.

Enfin, l'harmonisation, toujours vers le haut, pour les produits carnés du Label Rouge nous paraît également être une préconisation importante comme faire en sorte que les IGP garantissent effectivement un approvisionnement localisé.

Cet avis évoque à juste titre la nécessité de redonner confiance aux consommateurs. Face à un climat de défiance, les signes officiels de qualité doivent être là pour informer, orienter et aider les consommateurs dans leurs choix. Ils servent aussi à leur faire prendre conscience que la qualité

a un coût que nous avons perdu l'habitude de payer. Encore faut-il qu'ils reconnaissent et comprennent ces signes.

C'est en ce sens que nous approuvons deux préconisations d'envergure nationale. Celle qui recommande à l'INAO et à l'agence Bio de communiquer sur ces signes. Et celle qui propose que les SIQO soient conçus en concertation avec l'ensemble des acteur.rice.s.

Cet avis est une réponse forte et ambitieuse pour une agriculture durable et de qualité, agriculture qui nécessite la mobilisation de tous.tes. Les États Généraux de l'Alimentation ont montré une véritable envie de la société civile de participer au débat, cet avis offre l'occasion que des mesures fortes soient prises, le seront-elles ?

Le groupe a voté cet avis.